

Al-Kawakibi et Abderrazik

C'est contre le despotisme, érigé en philosophie politique et en organisation sociale dans les pays musulmans depuis Siffin, que s'est élevé Al-Kawakibi : «Le despotisme occidental, s'il vient à disparaître, sera remplacé par un gouvernement qui établira les institutions que les circonstances permettront, tandis que le despotisme oriental, venant à disparaître, sera suivi d'un despotisme encore plus rigide. Il en est ainsi, car les Orientaux n'ont nullement l'habitude de se préoccuper du proche avenir, leur plus grand souci étant axé sur ce qui se passera après la mort.»

Le despotisme n'est donc pas seulement un régime politique, mais quelque chose qui allait se muer en psychologie générale, en état d'esprit, en disposition mentale, et ce, par la faute des fouqaha et oulamas qui s'employaient à le légitimer et à le justifier dans leurs livres, leurs prêches et leurs «fetwas». Comparant le système de gouvernement en vigueur dans les Etats islamiques à celui que se sont donné les Occidentaux, Al-Kawakibi écrit : «Ce que le progrès humain a réalisé de plus utile, ce sont les statuts qui composent les constitutions des Etats organisés ; ils considèrent qu'il n'y a aucune force au-dessus de la loi ; ils attribuent le pouvoir législatif à la nation, celle-ci ne pouvant réaliser son unanimité sur une erreur ; ils autorisent les tribunaux à juger le roi et le pauvre sur un pied d'égalité ; ils placent les responsables du gouvernement, appelés à gérer les affaires de la nation, dans une position telle qu'ils ne puissent outrepasser les droits attachés à leurs fonctions ; enfin, ils donnent à la nation la possibilité de surveiller et de contrôler la gestion de son gouvernement...»

Bennabi a observé qu'al-Afghani avait une conception sentimentale du panislamisme et lui reprochait de ne pas avoir planifié sa réalisation. Al-Kawakibi, lui, a été le premier à envisager avec précision ce que devait être une union des Etats musulmans, c'est-à-dire une fédération à base d'Etats indépendants et souverains où serait imparti à chaque pays ou groupe de pays un rôle particulier. Il écrit dans *Oum al-Qora* : «Le Congrès, après une recherche minutieuse et un examen approfondi de la situation et du tempérament de tous les peuples et des circonstances qui les entourent, enfin de leurs aptitudes, a estimé que la péninsule Arabique et ses habitants doivent s'occuper de la politique religieuse... Le soin à apporter à la vie politique et particulièrement aux affaires étrangères doit incomber aux Turcs ; la surveillance vigilante de la vie civile et son organisation, il est bon de les confier aux Egyptiens ; la gestion des affaires militaires doit être placée sous la responsabilité des Afghans, Turkestaniens, Kazaniens, Caucasiens à l'est, et des Marocains ainsi que des habitants des principautés d'Ifrîqiya à l'ouest ; enfin, la direction de la vie scientifique et économique sera assurée au mieux par les Iraniens, les habitants de l'Asie centrale, les Indiens et les peuples voisins...» ⁽⁴⁾

Ali Abderrazik, qui a repris certaines idées d'Al-Kawakibi dans son célèbre livre *L'islam et les fondements du pouvoir* ⁽⁵⁾, a été condamné d'un trait de plume par Bennabi qui l'accuse péremptoirement de «remettre en question les valeurs et les idées fondamentales de l'islam en contestant la notion de califat». Dans le «PISM» où est mentionnée cette critique, Bennabi renvoie le lecteur au livre de Anouar Abdelmalek ⁽⁶⁾, ce qui implique qu'il n'a vraisemblablement pas lu Ali Abderrazik dans le texte, mais qu'il s'est fondé sur ce qui a été rapporté sur lui.

Ali Abderrazik est né en 1888. Son père était proche de Abdou. Il fréquente l'université

du Caire, récemment créée, et est diplômé d'al-Azhar. Il passe deux ans en Angleterre. A partir de 1915, il est juge des tribunaux islamiques. En 1923, l'Egypte devient une monarchie constitutionnelle après un protectorat anglais qui a duré près d'un demi-siècle. En 1924, le califat est aboli en Turquie. Ali Abderrazik approuve la mesure contre l'avis de Rachid Ridha. A partir d'un texte d'Ibn Khal-doun⁽⁷⁾, il se lance dans une recherche au terme de laquelle il parvient à la conclusion qu'«aucun des théologiens qui ont prétendu que la proclamation de l'imam (calife) est une obligation religieuse, n'a pu citer un verset du Coran à l'appui de sa thèse. En vérité, s'il se trouvait dans le Livre sacré un seul passage qui puisse faire preuve dans ce sens, les théologiens n'auraient pas hésité à le mettre en relief et à s'étendre en développements à son sujet...» Pour lui, le califat n'est pas une obligation institutionnelle. Ni le Coran ni la Sunna

Longtemps avant que ne sonne l'heure des réformes dans le monde arabe, Ali Abderrazik a eu la lucidité et le courage de désigner les véritables causes du sous-développement des Arabes. Lui-même «âlem », théologien, juge dans un tribunal islamique, il a, on ne sait par quelles voies, réussi à se soustraire au diktat de la culture islamique et à élever son esprit au niveau des solutions qu'aujourd'hui encore les Arabes ne se résolvent pas à envisager.

ne l'ont prévu : «Le califat a été de tout temps et est encore une calamité pour l'islam et les musulmans, une source constante de mal et de corruption.»

Abderrazik passe en revue les différents aspects de la mission du Prophète et pose une question : était-il un roi ? Il répond : «Le Prophète était uniquement un messager de Dieu, chargé de transmettre un appel purement religieux qui ne perturbait aucune aspiration au pouvoir, un appel en aucun cas assimilable à une campagne visant à constituer un royaume dans le sens attribué généralement à ce terme... Il ne fut ni roi, ni fondateur d'empire, ni encore un prédicateur attelé à l'édification d'un royaume.» Ni Moïse, ni Joseph, ni Jésus ne l'étaient non plus, ajoute-t-il. Comme Mohammed, ils étaient des messagers de Dieu : «Comment alors, si la constitution d'un Etat faisait partie de sa mission, aurait-il pu laisser une telle question dans pareille confusion, au point que les musulmans, se retrouvant dans une totale obscurité, en vinssent rapidement à s'entretuer ? Comment aurait-il pu ne pas évoquer le problème de sa succession à la tête de l'Etat, alors que les détenteurs du pouvoir en tous temps et tous lieux se font un devoir de régler cette question en priorité ? Comment n'aurait-il pas fourni aux musulmans de quoi s'orienter dans pareille situation ? Comment aurait-il pu les abandonner à cette confusion si totale qui s'est emparée d'eux et qui a failli les jeter immédiatement dans le conflit le plus brutal, avant même qu'ils aient pu assurer la levée de son corps ?»

Pour lui, la seule caractéristique qui distinguait Mohammed des autres était sa qualité de Prophète. Or, par définition, cette qualité est intransmissible, ne s'hérite pas et n'a pas besoin de successeur (sens du mot «califat»). Il poursuit : «S'il était nécessaire d'instituer une autorité parmi les partisans du Prophète après sa mort, ce devait être une autorité d'un type nouveau, sans rapport avec celle qu'avait le Prophète. Qu'il n'y ait plus de direction religieuse après le Prophète est chose normale et raisonnable à l'évidence ; il est tout aussi

concevable qu'une autorité d'un genre nouveau, n'ayant aucun rapport avec la transmission du message divin et aucun pouvoir sur la religion, apparaisse par la suite : un pouvoir laïque. Etant laïque, la nouvelle autorité ne serait ni plus ni moins qu'une autorité temporelle ou «politique», une autorité du type de celle des gouvernements et des pouvoirs temporels, non une autorité religieuse.

En fait, c'est bien ce qui se produisit à l'époque. C'est donc bien un nouvel Etat que les Arabes avaient créé, un Etat arabe et un pouvoir arabe, alors que l'islam est une religion qui s'adresse à l'humanité entière, une religion qui n'est ni arabe ni non arabe...

Un Etat arabe, qui a soutenu le pouvoir des Arabes, a servi leurs intérêts et leur a permis de soumettre les contrées de la terre qu'ils ont colonisées et exploitées dans le plein sens de ces termes, tout comme font les peuples puissants qui parviennent au stade de la conquête

et de la colonisation.» Ali Abderrazik expose dans son livre une thèse absolument inédite, mais scientifiquement et courageusement conduite. Selon lui, le Prophète n'a pas établi un système de gouvernement : «L'islam est un message de Dieu et non un système de gouvernement, une religion et non un Etat... On chercherait en vain une indication du Coran, implicite ou explicite, qui réconforterait les partisans du caractère politique de la religion islamique. On chercherait tout aussi vainement parmi les hadiths...» Cette thèse coupe l'herbe sous le pied de ceux qui se sont longtemps réfugiés dans la prétention ou l'illusion que le «retour à l'Etat islamique initial» serait la «solution».

Il n'y a aucun modèle ! Abderrazik nie que Médine ait été un Etat politique, ce n'était qu'une communauté religieuse : «L'islam est un appel que Dieu a fait parvenir aux hommes pour le bien du monde entier : Orient et Occident, Arabes et non-Arabes, hommes et femmes, riches et pauvres, lettrés et illettrés. Dieu a voulu établir au moyen de cette religion une unité spirituelle qui embrasse l'humanité entière et rassemble toutes les contrées de la terre. L'islam n'a jamais été un appel pour la cause des Arabes ; il n'a jamais été une entité arabe ni une religion arabe... Cette unité arabe qui s'est faite du temps du Prophète n'était pas une unité politique, quel que soit le point de vue d'où on la regarde. Elle ne présentait aucun des aspects caractéristiques des Etats et des gouvernements. Elle ne fut rien d'autre qu'une communauté religieuse purifiée et débarrassée des marques du politique. Une unité dans la foi et la doctrine religieuse, et non une unité étatique réalisée suivant les représentations d'un pouvoir temporel.»

L'intelligence et l'audace d'Ali Abderrazik dans le traitement de la question du califat et de l'Etat islamique sont sans précédent et expliquent la répression et le bannissement dont il fut l'objet aussi bien de la part de la monarchie égyptienne que de la hiérarchie religieuse. Le cheikh a démystifié et désacralisé un concept imposé à la pensée et à la culture

musulmanes par Moawiya et ses successeurs omeyyades, abbassides, ottomans, etc.

Il écrit : «On voit donc que ce titre de calife ainsi que les circonstances qui ont accompagné son usage ont été parmi les causes de l'erreur qui s'est propagée dans la masse des musulmans, les conduisant à prendre le califat pour une fonction religieuse et à accorder à celui qui prend le pouvoir le rang occupé par le Prophète lui-même... Il était de l'intérêt des rois de diffuser pareille illusion dans le peuple en vue d'utiliser la religion comme moyen de défense de leurs trônes et de répression de leurs opposants. Ils ont œuvré sans répit dans ce sens par de multiples voies jusqu'à inculquer la croyance que l'obéissance aux dirigeants équivaut à l'obéissance à Dieu, et la révolte contre eux est la révolte contre Dieu... Ils ne se sont pas contentés de ce résultat... Ils ont fait du roi le représentant de Dieu sur terre et son ombre auprès de Ses créatures... Le système du califat a été par la suite annexé aux études religieuses, placé ainsi au même rang que les articles de la foi, étudié par les musulmans en même temps que les attributs de Dieu, puis enseigné de la même façon que la profession de foi islamique. Tel est le crime des rois et le résultat de leur domination despotique : au nom de la religion, ils ont égaré les musulmans, dissimulé à leurs yeux les voies de la vérité, fait obstacle à la lumière de la connaissance. Au nom de la religion également, ils se sont approprié les musulmans, les ont avilis et leur ont interdit de réfléchir sur les questions relevant de la politique. Au nom de la religion, ils les ont bernés et ont créé toutes sortes d'obstacles devant l'activité intellectuelle, au point de les empêcher d'avoir quelque système de référence que ce soit, en dehors de la religion, même dans les matières strictement administratives... Tout cela a tué les forces vives de la recherche et de l'activité intellectuelle parmi les musulmans. Ceux-ci ont été atteints de paralysie en matière de réflexion politique et de recherche sur le système du califat et les califes... En vérité, cette institution que les musulmans ont convenu d'appeler califat est entièrement étrangère à leur religion, tout comme les honneurs, la puissance, les attraites et l'intimidation dont elle a été entourée.»

Longtemps avant que ne sonne l'heure des réformes dans le monde arabe, Ali Abderrazik a eu la lucidité et le courage de désigner les véritables causes du sous-développement des Arabes. Lui-même «âlem », théologien, juge dans un tribunal islamique, il a, on ne sait par quelles voies, réussi à se soustraire au diktat de la culture islamique et à élever son esprit au niveau des solutions qu'aujourd'hui encore les Arabes ne se résolvent pas à envisager.

Courageux au-delà de l'imaginable, il conclut son livre sur cette exhortation : «Aucun principe religieux n'interdit aux musulmans de concurrencer les autres nations dans toutes les sciences sociales et politiques. Rien ne leur interdit de détruire ce système désuet qui les a avilis et les a endormis sous sa poigne. Rien ne les empêche d'édifier leur Etat et leur système de gouvernement sur la base des dernières créations de la raison humaine et sur la base des systèmes dont la solidité a été prouvée, ceux que l'expérience des nations a désignés comme étant parmi les meilleurs.» Ali Abderrazik n'a pas prôné la laïcité comme le pense Bennabi, mais a voulu démontrer que la séparation du religieux et du politique était inscrite dans les finalités du Coran.

**Dimanche prochain :
PENSÉE DE MALEK BENNABI :
34) Bennabi et C.G. Jung**

1) Mohammed le saint, op.cité.

2) Cf. Jean Daya : *Façl eddin ani-eddawla*, Ed. Sourakia House, London 1988, et Saâd Zaghloul Al-Kawakibi : *Abderrahman Al-Kawakibi : as-sira dhatiya*, Ed. Bissan, Beyrouth 1998.

3) Cf. N.Tapiero, op.cité.

4) Cf. Norbert Tapiero.

5) Op.cité

6) Cf. *Anthologie de la littérature arabe contemporaine*, Ed. du Seuil, Paris 1965.

7) «Le pouvoir s'est transformé en royauté, tout en gardant les finalités de l'institution califale en ce qui concerne l'observance de la religion et de ses doctrines et l'action selon la vérité. Le changement avait atteint seulement les motivations qui, de religieuses, sont devenues esprit de corps et contrainte. Il en a été

ainsi sous les règnes de Moawiya, Marwan et son fils Abdelmalik, parmi les Omeyyades, puis durant la première phase du règne des Abbassides, jusqu'à Haroun Al-Rachid... Par la suite, les finalités de l'institution califale ont été perdues de vue et il n'en est resté que le nom. Le pouvoir est devenu une royauté pure ; libre cours a été laissé à l'usage de la contrainte et à la recherche de plaisirs...» (*Al-Muqaddima*)